

N° DP 24/475

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 10 000 EUROS A L'ASSOCIATION JEUNESSE INTER SERVICES - CONVENTION D'OBJECTIFS - 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

CONSIDERANT la demande de subvention émanant de l'association Jeunesse Inter Services dont le siège social est à La Crau et ayant pour objet d'aider les jeunes dans tous les domaines de la vie quotidienne, d'organiser des séjours et d'animer des structures d'accueil pour les jeunes,

CONSIDERANT qu'il est primordial pour les jeunes générations de développer des activités physiques, sportives et des animations culturelles diverses dans le but de limiter l'isolement dans les quartiers en difficulté et la fracture sociale,

CONSIDERANT que les actions menées par cette association entrent dans le cadre de la politique de la ville en matière de cohésion sociale de la Métropole,

CONSIDERANT l'organisation des nombreuses activités journalières destinées aux enfants tout au long de l'année tels que l'accueil périscolaire, les loisirs du mercredi et les vacances scolaires,

CONSIDERANT qu'il est important d'aider au développement de ces actions et de soutenir financièrement cette association sur le territoire métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention d'un montant de 10 000 euros (dix mille euros) à l'association « Jeunesse Inter Services ».

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention ci-annexée avec l'association Jeunesse Inter Services en vue de l'attribution d'une subvention de 10 000 euros (dix mille euros).

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2024 opération n°2 article 65748.

La présente Décision sera

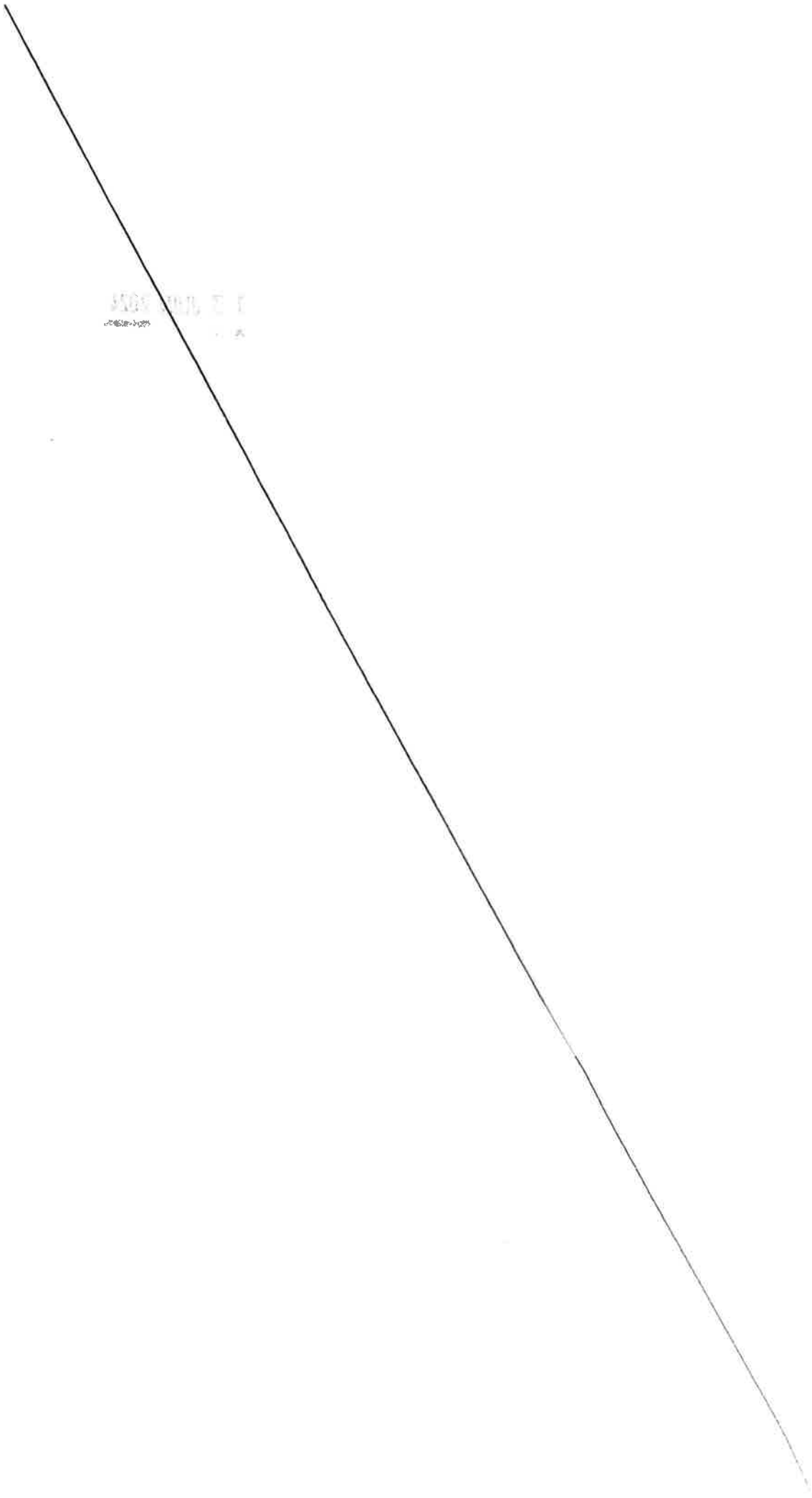
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





1000 1000 1000
1000 1000 1000

Convention annuelle d'objectifs

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision n°24/ en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association JEUNESSE INTER SERVICES régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège Espace Pluriel – Bd de la République – 83260 LA CRAU, représentée par la Présidente dûment mandaté, Madame Florence LEBLOND habilitée à cet effet par les statuts de l'association

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association a pour but d'informer et d'aider les jeunes dans tous les domaines qui les concernent dans leur vie quotidienne, d'organiser des séjours, des centres de loisirs sans hébergement et des activités d'accueil pour les jeunes dans les temps péri et extra scolaires, et d'animer une structure pour les jeunes permettant l'accueil et le développement d'activités socio-culturelles et de loisirs. Elle organise et gère tout au long de l'année l'ensemble des temps périscolaires et extrascolaires petites et grandes vacances pour les enfants/jeunes de 3 à 17 ans.

Les accueils de loisirs qu'elle propose apportent une réponse aux préoccupations suivantes : un temps d'accueil correspondant aux besoins d'organisation de la vie familiale pour les périodes hors temps scolaires, et une proposition d'animations offrant une alternative au désœuvrement, à l'oisiveté et à d'autres formes de loisirs plus individualisés.

Depuis de nombreuses années, l'association s'engage à favoriser l'accueil des enfants à besoins particuliers et notamment les enfants en situation de handicap

L'association JEUNESSE INTER SERVICES, suite à une procédure de mise en concurrence sous la forme d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancée par la Commune de la Crau, a obtenu la gestion des activités périscolaires et extrascolaires, et ce du 1^{er} septembre 2022 jusqu'au 31 août 2026, dans le cadre d'une convention de mandatement du Service Social d'Intérêt Economique Général.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée doit soutenir les actions liées à la politique de la ville et notamment en matière de cohésion sociale sur son territoire.

Pour ces raisons, il est décidé de soutenir l'association « Jeunesse Inter Services ».

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024 l'association Jeunesse Inter Services à hauteur de 10 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2024 opération n°2 article 65748.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 10 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un versement, soit 10 000 euros, à la notification de la convention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée d'un an. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 15 : ANNEXES

La présente convention comporte une annexe :

- Annexe I : Budget prévisionnel global 2024 de l'association Jeunesse Inter Services.

Fait à Toulon, le

La Présidente de l'Association
Jeunesse Inter Services

Florence LEBLOND

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Votre dossier

Informations complémentaires

Informations complémentaires

Type de subvention : **Subvention de fonctionnement annuel**

Description de la demande : **1/Organiser des accueils de loisirs sans hébergement et des séjours à destination d'un jeune public (3-17 ans) sur les temps péri et extrascolaire. 2/ Permettre le développement d'activités socio-culturelles et de loisirs L'ACM est un lieu éducatif et inclusif, un lieu de vie où le bien-être des enfants et des jeunes est une préoccupation constante. L'association intervient sur le territoire communal et propose des activités sur le territoire métropolitain, départemental et régional.**

Nombre d'adhérents : **1 374**

Date de la dernière modification des statuts : **27/03/2018**

Déclarée en préfecture le : **17/05/1994**

Déclaration en préfecture de modification le : **24/06/2022**

Budget prévisionnel

Millésime : **Année 2024**

Charges

	Coût prévu
60 - Achats	304 570,00 €
Achats matières et fournitures	156 905,00 €
Autres fournitures	147 665,00 €
61 - Services extérieurs	28 335,00 €
Locations	0,00 €
Entretien et réparation	20 015,00 €
Assurance	7 070,00 €
Documentation	1 250,00 €
62 - Autres services extérieurs	285 100,00 €

	Coût prévu
Rémunérations intermédiaires et honoraires	248 512,00 €
Précisions : Mise à disposition municipales=235 912 €	
Publicité, publication	400,00 €
Déplacements, missions	23 118,00 €
Services bancaires, autres	13 070,00 €
63 - Impôts et taxes	53 070,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	52 570,00 €
Autres impôts et taxes	500,00 €
64 - Charges de personnel	1 339 575,00 €
Rémunération des personnels	1 096 345,00 €
Charges sociales	231 500,00 €
Autres charges de personnel	11 730,00 €
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	57 100,00 €
Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	57 100,00 €
Précisions : Départ à la retraite avec reprise sur provisions = 35100€	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS), Participation des salariés	250,00 €
Impôts sur les bénéfices (IS), Participation des salariés	250,00 €

Produits

	Financement prévu
70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	480 980,00 €
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	480 980,00 €
74 - Subventions d'exploitation	1 447 662,00 €
Etat (précisez le(s) ministères, directions ou services déconcentrés sollicités	7 100,00 €

Financement
prévu

Précisions : **Poste FONJEP**

Métropole TPM 10 000,00 €

Communes 1 076 942,00 €

Précisions : **Compensation SSIEG = 1060942€ Action spécifique = 30 ans du JIS=16000€**

Organismes sociaux (CAF, etc) Détailler 330 020,00 €

Précisions : **PSO = 222405€ Bonus inclusion = 20000€ Bonus CTG = 87615€**

L'agence de services et de paiement (emplois aidés) 23 600,00 €

75 - Autres produits de gestion courante 60 358,00 €

756 - Cotisations 56 250,00 €

758 - Dons manuels 4 108,00 €

76 - Produits financiers 2 500,00 €

Produits financiers 2 500,00 €

77 - Produits exceptionnels 7 000,00 €

Produits exceptionnels 7 000,00 €

78 - Reprise sur amortissements et provisions 39 000,00 €

Reprise sur amortissements et provisions 39 000,00 €

79 - Transfert de charges 30 500,00 €

Transfert de charges 30 500,00 €

TOTAL CHARGES : 2 068 000,00 €

TOTAL PRODUITS : 2 068 000,00 €

